

Accompagner l'économie durable par la formation

Journée du 28 janvier 2010

AVRIL 2010

Des échanges riches et des pistes de travail pour développer la formation

Les comités VIVEA d'Aquitaine, de Languedoc Roussillon et de Midi-Pyrénées ont organisé une journée de réflexion le 28 janvier 2010 sur l'économie durable et l'accompagnement formation. 135 personnes étaient présentes : responsables professionnels, élus et collaborateurs (conseillers et formateurs) des OPA régionales et des organisateurs de formation.



Comme l'a rappelé Jean-Didier Andrieux, Président du comité VIVEA Aquitaine, le nouveau plan stratégique de VIVEA accorde une large place aux enjeux de demain et notamment au développement durable : « Les agriculteurs doivent élaborer de nouvelles stratégies pour rendre leurs exploitations durables. Cette journée, a notamment l'objectif de rendre concret le concept théorique de l'économie durable, comment faire de ce concept une réalité de terrain, quel rôle peut jouer la formation ? » Elle prend la suite d'une journée nationale de réflexion organisée par VIVEA le 8 avril 2008.

Le développement durable, un enjeu pour les agriculteurs : témoignages

Alain Fraysse, élu VIVEA et agriculteur bio grandes cultures, a participé à la mise en place d'une CUMA bio dont les adhérents se sont regroupés pour acheter une presse. Un partenariat a été mis en place avec la Mairie de Montauban, première ville signataire d'un protocole expérimental. Cela a débouché sur la mise en place d'une filière : 40 véhicules municipaux roulent désormais à l'huile de tournesol.

Cofruid'Oc est une coopérative qui produit essentiellement de la pomme et de l'asperge et qui les commercialise. Des formations à destination de ses membres

ont été mises en place : elles concernent notamment la fertilisation et l'irrigation. Elles s'appuient sur différentes méthodes : pilotage de l'eau et des arbres, analyse des sols, calendriers de traitement et des coûts, pratiques agronomiques. Les résultats des formations se traduisent concrètement sur le terrain par la création de haies multi-espèces, une division par quatre de la consommation d'eau grâce à un système de goutte à goutte, la réduction du rythme de fertilisation des pommiers (passage de 8 traitements de pesticides à 3 traitements de produits homologués en AB) et la réduction de certains apports d'azote. Cette modification des pratiques a eu des retombées économiques fortes car l'apport d'intrants ayant été réduit cela a permis de répondre à la demande de clients (maintien ou conquêtes de nouveaux marchés).



Bernard Lafon a créé le musée gourmand des légumes oubliés qui accueille 15 à 20 000 visiteurs chaque année. Labelisé "Bienvenue à la Ferme" et certifié "Agriculture Biologique", ce site compte parmi les principaux sites touristiques de Gironde. Apprendre à mieux se nourrir, découvrir l'alimentation au travers des âges, respecter les paysages sont les axes de développement de cette exploitation. La pédagogie éducative et interactive en font aujourd'hui un centre d'éducation à l'environnement et à l'alimentation.

Créer du lien entre la recherche en agronomie, le monde agricole et la formation

La logique qui se dessine est celle d'une « agriculture écologiquement intensive » (cf. Michel Griffon) qui permettrait de produire plus et mieux. La plupart des actions et des programmes sont d'ailleurs orientés sur cette problématique (cf. PRDA) mais, dans un secteur



Sommaire :

Des échanges riches et des pistes de travail pour développer la formation
p.1

Atelier 1 : comment une filière s'est-elle servie de l'économie durable comme levier de développement ? P.3

Atelier 2 : Quelles compétences pour développer la commercialisation dans une optique de développement durable ? P.4

Atelier 3 : Développer les énergies renouvelables sur son exploitation : enjeux, intérêts et compétences à acquérir P.5

Atelier 4 : Enjeux de la ressource en eaux : la formation a-t-elle un rôle à jouer ? P.6

Atelier 5 : TCS, pratiques environnementales et agriculture biologique, les compétences en agronomie sont-elles une des clés de l'agriculture de demain ? P.7

où l'innovation est permanente, les exploitants ont besoin de trouver des références et d'acquérir des compétences pour anticiper et maîtriser les changements.

Le grand défi actuel est l'agronomie et il est important que la recherche y consacre du temps et des moyens et que les résultats soient intégrés dans les programmes des organismes de formation, afin de se traduire par des changements de pratiques. Le lien entre la recherche, le développement et la formation initiale et continue doit se développer.

Des cellules innovation/développement (innovations et expérimentations concrètes sur l'exploitation) ont été créées par les DRAAF. Parallèlement les chambres d'agriculture développent des liens avec la recherche et des réseaux d'essai ont été mis en place.

Toutes les personnes présentes ont rappelé qu'il était important pour le secteur agricole de travailler ensemble et de développer le lien entre la recherche, le développement et la formation initiale et continue.

Avoir le goût de l'innovation pour faire évoluer ses pratiques

L'agriculteur est en permanence à la recherche de l'équilibre agronomique du sol et attend des réponses techniques des chercheurs. Il exerce un métier de plus en plus complexe, et a besoin de formation pour maîtriser de nouvelles compétences. Lors de la journée, des ateliers ont permis d'entrer dans le vif du sujet, l'un d'entre eux étant consacré aux compétences en agronomie pour faire évoluer les pratiques vers des pratiques durables. Les témoins partageaient un même état d'esprit : remise en cause et réflexion permanente, volonté de changer leur manière de faire et goût de l'innovation. Ils ont tous fait des expérimentations : abandon du labour, semis direct intégral, faux semis, enherbement ou cultures intermédiaires qui les ont fait évoluer vers des pratiques durables. Leurs motivations sont idéologique, économique, humaine et/ou sociale.

Cependant, pour Bernard Guidez, il serait préférable d'introduire 20% de techniques bio chez tous les agriculteurs, plutôt que de convertir 20% des agriculteurs à l'agriculture biologique et de parler de cultures en méthodes alternatives plutôt que d'opposer le bio et le conventionnel. Pour faire du bio, des compétences en agronomie sont nécessaires (comment vivent les parasites ? quelle est la structure du sol ? comment intervenir ?). La formation est nécessaire, c'est une constante remise en cause des connaissances acquises car « il est plus difficile de se défaire des idées anciennes que d'avoir des idées nouvelles », elle permet de s'adapter assez vite.

Monter des partenariats pour mettre en place des formations



Jean-Jacques Loussouarn, Directeur général de VIVEA, a présenté quelques chiffres : 200 000 personnes devront se former d'ici à 2013 sur le certiphyto, 100 000 sur l'énergie.

Le Grenelle de l'environnement a également fixé des objectifs dans des domaines comme le bio que le nombre actuel d'organismes de formation ne permettra pas d'atteindre. L'enjeu est de doubler le volume de formation dans les années qui viennent mais VIVEA ne pourra pas le faire seul. Les moyens sont disponibles (bientôt 53 millions d'euros avec les cofinancements) mais l'offre de formation devra être adaptée aux besoins et aux volumes attendus.

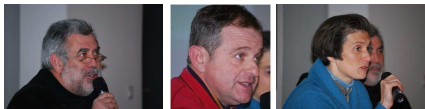
L'accès à la formation n'est pas naturel, il se construit collectivement. Il est nécessaire de monter des partenariats. Les organisations économiques doivent travailler, par exemple, avec les chambres d'agriculture et les CFPPA, et les élus VIVEA doivent se tourner vers l'accompagnement de projets pour mobiliser les organismes sur la formation.

« Le développement durable donne du sens au métier »



Pour Christiane Lambert, présidente de VIVEA, il y a de la place pour toutes les agricultures (biologique, raisonnée et conventionnelle) car les consommateurs n'ont pas tous les mêmes moyens et les mêmes demandes. On constate un décalage entre la commande passée à l'agriculture et la réalité d'achat. Le développement durable est une notion transversale et il est nécessaire d'opérer en permanence une connexion entre ses trois piliers : économique, environnemental et social. Les agriculteurs sont passés d'une phase d'opposition à une phase d'appropriation du concept. Le développement durable donne du sens au métier et la formation contribue à communiquer ce sens.

Jean-Didier Andrieux, Yves Aris et Marianne Dutoit, présidents VIVEA des trois régions vont, avec leurs comités faire



vivre le PST, ils vont mobiliser, écouter, accompagner et communiquer grâce au savoir faire de VIVEA. L'économie durable doit permettre de rebondir, d'avancer, de redonner du sens au projet agricole. L'enjeu d'une journée comme celle-là est de mettre la formation au cœur des projets et de mieux travailler ensemble.

Cécile Ghiringhelli



Atelier 1

Comment une filière s'est-elle servie de l'économie durable comme levier de développement ?



Intervention d'Estelle Faure et Fabienne Casanabe, paysagistes, adhérentes à l'UNEP – Animation Adélaïde Haya (Conseillère VIVEA)

Après avoir rappelé que l'UNEP était une interprofession forte et qu'elle veillait à promouvoir et défendre la profession, deux démarches (AFAQ 1000 et Démarche QSE normes ISO) visant à améliorer la reconnaissance des pratiques en se dotant d'un outil crédible quelle que soit la taille de l'entreprise et quelles que soient les attentes du chef d'entreprise, qu'il soit sur un marché privé ou public, ont été présentées.

Dans les deux cas, l'accent est mis sur l'évaluation, l'audit, qui vise à déterminer le niveau de performance de l'entreprise et l'incite à partir en démarche de progrès. Ces démarches contribuent au développement d'une réflexion stratégique de l'entreprise, des hommes et des femmes constituant ses équipes et de ses dirigeants. Travailler sur le pilier environnement (nouveaux coûts, interrogations sur la pénibilité de certaines tâches) induit rapidement une attention accrue sur le pilier social (nombre et importance des accidents, turn-over, fidélisation des salariés, implication de ceux-ci, ambiance dans l'entreprise). L'économie trouve également appui sur ces piliers, la réduction par exemple des accidents du travail a un impact immédiat sur la valeur ajoutée de l'entreprise.

« Il faut du temps ». Fabienne Casanabe souligne cet élément qu'il faut entendre et prendre en compte : « 3 ans de réflexion et de travail » pour un résultat ô combien intéressant :

- La mise en place d'une démarche participative dans l'entreprise ;
- L'amélioration de l'écoute des salariés ;
- Une meilleure orientation de leurs formations ;
- Une formation pour la dirigeante sur les mêmes thématiques pour pouvoir animer l'équipe (ex : comité technique santé sécurité et hygiène) ;
- Une meilleure anticipation, un accroissement de la compétence de veille informative.

Les questions furent nombreuses.

? A la question : comment se positionne la filière, comment va t'elle décliner auprès des autres entreprises du paysage, comment fait-elle avec les questions de concurrence ?

Estelle et Fabienne répondent :

- ❖ Toutes les entreprises ont des intérêts communs : l'application de la réglementation, la qualité de

services, le maintien des prix des prestations ;

- ❖ La démarche AFAQ 1000 est une démarche appropriée, une bonne porte d'entrée tant par le niveau d'exigence que par ce qu'elle est souple dans la durée contrairement à une certification.

? A la question : que devraient apporter des formations mises en place par les OF ?
elles sont unanimes et pensent qu'elles doivent :

- ❖ Permettre de sortir la tête de l'eau, connaître les grands indicateurs ;
- ❖ Prendre des décisions ;
- ❖ Accompagner le projet sur ses aspects techniques.

? A la question : comment les publics, et notamment les non adhérents de l'UNEP, sont-ils impliqués dans ces démarches ? Comment la démarche est-elle diffusée ?

- ❖ Bien que différente, la démarche de certification de services a aidé à la sensibilisation, quelques entreprises se sont engagées dans cette démarche ;
- ❖ Pour passer à la généralisation, il convient de développer la promotion et la communication des démarches, et donner la possibilité d'appropriation et d'utilisation des outils.

Elles ont conclu par ces deux phrases importantes : **La démarche d'audit permet de «consolider le bien faire», le développement n'est pas une fin en soi. Développement durable : c'est une question d'équilibre entre les 3 piliers, et il faut se souvenir que les équilibres sont fragiles.**

Jean-Marc LACASA et Adélaïde HAYA



Atelier 2

Quelles compétences pour développer la commercialisation dans une optique de développement durable ?



Intervention de Guy Salmona, viticulteur en Haute-Garonne (34), Laurent Paillat (Agriculteur coopérateur Univert dans le Gard 30). Animation Francis Grau (Président Comité VIVEA 12)

Vignerons sur 44 ha de Fronton, Guy Salmona a participé à la création d'un point de vente collectif (PVC) ouvert en mai 2009 sur 200 m² de vente. L'appui d'un animateur pour structurer la démarche, les échanges, les réunions... ont été déterminants. Au lancement de la démarche, 45 personnes ont répondu à l'appel de l'animateur. Au final le PVC regroupe 13 producteurs et un associé gérant. Guy Salmona pratiquait déjà la vente directe mais cherchait de nouveaux débouchés et souhaitait développer une fonction commerciale rationnelle. L'associé gérant est présent tous les jours et chaque producteur s'engage sur 4 demi-journées de présence en vente par mois au magasin.

Les éléments déclencheurs pour la mise en place de cette structure ont été des difficultés de commercialisation et l'envie d'une aventure commune.

Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de communication spécifique. L'emplacement sur un lieu passant et le bouche à oreille sont un des gages de réussite. La communication sera le prochain chantier à mettre en œuvre. Le démarrage se passe bien et il envisage déjà la création d'autres magasins. Pour la création du PVC, les agriculteurs ont fait une formation pour choisir le statut juridique.

Laurent Paillat est adhérent à la coopérative UNIVERT dans le Gard. Cette coopérative en fruits et légumes biologiques compte 17 coopérateurs, soit 200 emplois sur les exploitations et 50 à la coopérative. La coopérative a fait le choix de communiquer sur la durabilité et met tout en œuvre pour s'inscrire dans cette ligne depuis maintenant un an :

- bâtiment à toiture photovoltaïque permettant un solde électrique positif ;
- renouvellement des véhicules pour moins consommer ;
- recyclage de tous les déchets ;
- bilans carbone de la coopérative et de chaque exploitation ;
- démarches qualités sur chaque exploitation.

Elle vend à l'export (circuits longs) mais commercialise aussi en circuits courts (paniers locaux). Les coopérateurs sont complètement responsables de la commercialisation de leurs produits. Une réunion est organisée tous les 15 jours pour prendre les déci-

sions. Il n'y a pas eu de formation mais la progression est permanente par la participation à des salons, un suivi technique, des sorties découvertes (semenciers, collègues producteurs, bio Garonne...). Les répartitions se font selon les compétences des membres (organisateur, technique dossier, matériel, convivialité...).

?
Quel rôle peut alors jouer la formation ? Comment VIVEA, les comités et nos partenaires, peuvent-ils accompagner ou impulser une dynamique de formation sur cette thématique ? Quels sont les champs d'action à explorer et les compétences à acquérir ?

La formation peut accompagner la réflexion avant de s'engager dans un Point de Vente Collectif. La combinaison cohérente d'un écoulement en circuit long et en circuit court est un atout. L'importance de l'innovation pédagogique pour varier les modalités pédagogiques, individualiser les pratiques, adapter le contenu à l'évolution du groupe a été soulignée. VIVEA doit pouvoir soutenir des projets qui évoluent et intègrent plusieurs modalités. Le public a souligné l'importance pour VIVEA, pour les organismes de formation et leurs partenaires, de communiquer pour faire connaître et faire savoir les activités réalisées, les programmes de formation proposés.

Le relais terrain entre l'expression du besoin et la finalisation de la réponse apportée est primordial. La nécessité dans les démarches de changement d'un accompagnement sur du long terme, par de la formation ou d'autres modalités, s'avère indispensable.

Béatrice DINGLI et Marc AGUILLON



Atelier 3

Développer les énergies renouvelables sur son exploitation : enjeux, intérêts et compétences à acquérir



Intervention de Pierre Barriac, éleveur aveyronnais (12), Jean-Michel Geniez, Conseiller Energie Chambre d'agriculture (31). Animation Pierre Colin (Président comité VIVEA 34)

Pierre Barriac est éleveur dans l'Aveyron. Précurseur, il n'y avait pas de formation collective dans le département aux origines de sa préoccupation sur les énergies dans les années 70. Il souhaite souligner qu'une formation doit amener à prendre du recul, donner de l'indépendance de vue sur les énergies renouvelables. Il a suivi une formation à l'agriculture biologique et une formation sur les charpentes (son grand-père faisait des charpentes et il a encore du matériel et surtout la matière première (8 ha de bois). Monsieur Barriac souhaite apporter une attention particulière sur les dérives possibles : oublier l'écologie et mettre l'accent sur l'unique volet financier. Il rappelle un principe de base : le fonctionnement naturel et l'utilisation des ressources locales (stocker la nourriture au printemps et en été pour l'utiliser l'hiver...).



Jean-Michel Geniez est conseiller énergie à la chambre d'agriculture de la Haute Garonne (31). Il a mis en place 15 formations sur le photovoltaïque en 2009, une formation sur la méthanisation et travaille sur les économies d'énergies.

Les discussions et échanges ont clairement fait apparaître que la formation permet de sécuriser le parcours. C'est un point de vigilance essentiel. Les jeunes générations sont bien plus sensibles aux questions énergétiques et il y a tout lieu de penser qu'un développement important en matière de nouvelles sources utilisables est possible. Les demandes de permis photovoltaïques explosent aujourd'hui. *Où s'arrête le rôle du formateur ? Où commence celui du conseiller ?* Les participants adoptent un critère commun à la définition du conseil de qualité, celui de l'objectivité : donner les éléments pour la **prise de décision la plus autonome possible**. La formation doit permettre à l'agriculteur **d'être acteur** de son projet, elle doit faire ressortir les aspects positifs...

Des questions en amont sont alors à poser où à se poser : *que peut apporter la formation pour faire avancer le projet ?* Pour Jean-Michel Geniez, accompagner un agriculteur sur un projet, c'est tout d'abord étudier la faisabilité économique, analyser les données. La formation a ici toute sa place, elle permet de revisiter la méthode de questionnement, réajuster les compétences, échanger avec ses pairs et valider son projet. *Atout économique ? Diversification ? Cela favorisera t-il une installation ?...* La formation permet également de partager, de valoriser des pratiques

Béatrice DINGLI et Jean-Claude ISSALY



9h30 Accueil des participants

10h00 Ouverture par les Présidents des comités régionaux Vivea

10h15 **L'économie durable : un enjeu pour l'agriculture et les territoires**
Intervention de Jean-Christophe GIESBERT, consultant spécialisé en communication et économie des entreprises, ancien directeur de la rédaction « La Dépêche du Midi ».

10h45 **Témoignages et échanges :**
1- Une collectivité locale et des agriculteurs : l'utilisation des huiles végétales Mme BERLY adjointe au maire de Montauban,
2- Une commercialisation collective réussie : M FANDOS, Coopérative COFRUIDOC, Hérault.
3- Une exploitation consacrée à la biodiversité : M LAFON agriculteur en Gironde, Regards de l'intervenant.

12h15 **Table ronde: Quel accompagnement formation pour la durabilité des exploitations agricoles?**
Pascal AUGIE - DRAAF Languedoc-Roussillon, Bruno LION - DRAAF Midi-Pyrénées, Hervé SERVAT - DRAAF AQUITAINE, Michaël ROUX - Directeur Ecole Ingénieurs PURPAN, SUPAGRO Montpellier, Jean-Jacques LOUSSOUARN - Directeur VIVEA.

12h45 Déjeuner

14h00 **Témoignages et travaux en ateliers :** Quelle place pour la formation ? Conditions de réussite ? Quels partenariats et actions mettre en œuvre ?

Atelier n°1 : le développement durable, un atout pour les entrepreneurs du paysage

Atelier n°2 : l'économie durable et la compétitivité commerciale

Atelier n°3 : les énergies renouvelables en agriculture

Atelier n°4 : les enjeux de la ressource en eau

Atelier n°5 : les compétences en agronomie : agriculture biologique, raisonnée, techniques culturales simplifiées...

15h45 **Restitution synthèse des ateliers - Débats avec la salle**

16h15 **Orientation et perspectives pour les 3 régions**
Clôture par les Présidents des comités régionaux et Christiane LAMBERT, Présidente nationale de VIVEA.

Enjeux de la ressource en eau : la formation a-t-elle un rôle à jouer ?



Intervention de Guy TARDIN, responsable formation et Alexandre SANSONNETTE, Ingénieur Chambre d'agriculture du Gers (32), Sandrine PAGE, conseillère VIVEA en PACA. Animation Béatrice DINGLI (Déléguée VIVEA Sud).

Après avoir posé le cadre et les enjeux de la ressource en eau, au niveau européen et français, visant à l'objectif d'un bon état général des eaux en 2015, tant pour les eaux souterraines, que les eaux superficielles et côtières, après avoir rappelé le plan objectif terres 2020 et ses deux axes principaux à savoir, mieux utiliser une eau qui se raréfie et contribuer à la restauration du bon état écologique des eaux, les intervenants ont chacun fait part des travaux qu'ils menaient dans leur région.

Sandrine PAGE, conseillère VIVEA, travaille, suite à une commande des élus VIVEA PACA, sur les attentes et les besoins des agriculteurs sur la gestion de l'eau. **Ce projet consiste à préciser au travers d'une analyse spécifique, conduit en partenariat avec un cabinet extérieur, les différents besoins en compétences des agriculteurs**, en valorisant les travaux de recherche et d'expérimentations existants, les connaissances d'experts techniques et professionnels pour caractériser au sein des métiers, les champs concernés, les modalités d'apprentissage utilisées par les agriculteurs et les agricultrices, les leviers et les freins de leur mobilisation. Avant de répondre à la question « *en quoi la formation peut contribuer à...* », il est important de se construire une cartographie des acteurs : Agence de l'eau, Conseil régional, Asa, sociétés de canaux, réseaux agriculture biologiques. En PACA, la concurrence est forte entre les utilisateurs multiples (tourisme, agriculture, usagers...).

L'agriculture provençale devra répondre à plusieurs enjeux : **des enjeux quantitatifs**, relatifs à la consommation d'eau agricole dans une région caractérisée par des transferts d'eau importants, des modalités spécifiques de partage de la ressource entre différents usages et des pénuries récurrentes, **des enjeux qualitatifs**, essentiellement liés à diverses contaminations touchant les cours d'eau, résultant notamment de l'utilisation de produits phytosanitaires, **des enjeux relatifs au respect et à la qualité des milieux aquatiques** tant en termes de protection contre les crues au niveau des cours d'eau que d'adaptation des pratiques agricoles sur les zones humides.

Alexandre Sansonnette et Guy Tardin, accompagnent les agriculteurs à raisonner leurs pratiques depuis de nombreuses années en utilisant notamment la formation collective. Bon nombre d'opérations (des opérations Ferti mieux en 1992 en passant par les CTE en 2000, la mise en place d'un observatoire des pratiques phyto de 1992 à 1995) ont permis de lancer des démarches territoriales et de reconquérir deux bassins versants en assurant un bon état des eaux. Ces programmes ont été réalisés dans le cadre de partenariats solides avec le Conseil général et les Associations d'agriculteurs. La Chambre d'agriculture du Gers animait, créant ainsi une dynamique de groupe indispensable au bon fonctionnement et à l'atteinte du résultat escompté. La formation, dans ces opérations, permet l'acquisition de compétences, une dynamique de groupe porteuse parce que les « gens se voient plus souvent », un partenariat affiché et indispensable avec les coopératives.

L'entrée par le diagnostic permet à l'agriculteur de repérer ses bonnes pratiques, la personne devient alors demandeuse de formation en amont. L'approche territoriale concerne tous les acteurs du territoire. Tous sont en situation d'apprentissage pour travailler avec d'autres partenaires. Enfin les compétences ne sont pas issues du savoir « constitué », nous sommes en situation de nouvelles pratiques et l'acquisition se fait sur la base de formation expérimentation, d'échanges d'expériences, une articulation savante entre le collectif et l'individuel.

A partir de ces témoignages, les participants soulignent :

- ① l'importance d'une entrée territoriale, le besoin de maillage, de multi publics et d'acteurs multiples pour résoudre les questions et respecter les engagements. Ils sont aussi d'accord pour dire que :
- ② la formation rentre dans un dispositif global dans lequel on retrouvera du conseil, de l'appui, du collectif et de l'individuel,
- ③ qu'il ne faut pas oublier la stratégie de l'exploitant et qu'au contraire, elle est à poser au centre du dispositif,
- ④ il s'avère indispensable aujourd'hui de former les élus en termes de postures et positionnement car ce sont les représentants du monde agricole dans les instances de décision, enfin que la réponse apportée doit rester locale, adaptée au territoire (sur mesure).

Béatrice DINGLI et Pascal MASSOU



Atelier 5

TCS, pratiques environnementales et agriculture biologique, les compétences en agronomie sont-elles une des clés de l'agriculture de demain ?



Intervention de Ferdinand Johan, agriculteur en Haute-Garonne (31), Bernard Guidez, ex-président de FARRE, agriculteur dans le Tarn (81), Philippe Pons, viticulteur dans l'Aude (11). Animation Guy Vernerey (Chef de projet à VIVEA)

Ferdinand Johan est céréalier dans le Lauragais, il a arrêté le labour en 1980, mais a continué pendant un certain temps le travail profond du sol puis dans les années 2000, l'a supprimé. L'évolution des pratiques culturales s'est faite petit à petit. Actuellement les cultures d'hiver sont toutes implantées en semis direct. Son apprentissage s'est appuyé sur les rares publications disponibles sur le sujet. Il a suivi toutes les formations qui se sont présentées sur le travail du sol. Il est aujourd'hui à la recherche de nouvelles techniques pour la mise en place des cultures intermédiaires.

Bernard Guidez a été Président de FARRE, il est céréalier et éleveur (canards prêt à gaver, naisseur-engraisseur de porcs) dans le Tarn. Cet agriculteur vise à valoriser ses productions céréalières par les porcs. Il cherche à concilier une agriculture compétitive et respectueuse de l'environnement. Il enregistre toutes ses pratiques sur l'exploitation même avec 3 salariés. Il a, lui aussi évolué sur le travail du sol. Le labour n'existe plus (trop d'érosion), il passe le chisel ou le décompacteur suivi des griffes pour les cultures d'été et seulement un travail sur 5 cm pour les cultures d'hiver. Il pratique des techniques issues de l'agriculture biologique comme le faux semis. Bernard Guidez cherche à trouver un équilibre entre l'énergie et la technique, il observe beaucoup. Il n'est pas favorable au tout bio mais il pense que 20% des pratiques bio pourraient être intégrées dans le conventionnel. Il a appris en échangeant avec les agriculteurs et en se documentant.

Philippe Pons est viticulteur en agriculture biologique dans l'Aude et Président du Bio Civam de l'Aude. Il est installé depuis 2000 après un parcours dans l'agro alimentaire et a repris l'exploitation de ses beaux parents dans le bio depuis 1974. La superficie de son exploitation est de quinze hectares, l'ensemble de sa production est commercialisée en vente directe. Quand on l'interroge sur ses motivations pour le bio, il avance plusieurs éléments : par motivation et respect de l'environnement, par stratégie économique, le marché est porteur, pour les relations humaines avec les clients qui vont au-delà des relations commerciales. Il a acquis les compétences nécessaires en se formant : Formation d'œnologie au CFPPA de Carcassonne, formation sur le travail du sol, forma-

tion à la biodynamie, échanges entre agriculteurs. Les difficultés rencontrées sont de plusieurs natures : trouver des références, peu de structures (Chambres d'agriculture, Instituts) se positionnent sur le Bio, rencontrer des formateurs compétents. **La formation permet de se remettre en cause, rafraîchir ses connaissances, c'est un moyen pour s'adapter aux évolutions.** Les échanges ont été fructueux. Ils relèvent que bien souvent, le monde agricole manque de recul et de compétences sur ces techniques nouvelles (Cultures intermédiaires, bio,...). Il est alors nécessaire de mettre en commun les connaissances de chacun. Dans certains cas, la formation collective relève du pari car les agriculteurs sont à des niveaux hétérogènes sur les sujets cernés mais les échanges sont importants. Il s'avère important de développer la formation de formateurs car la formation reste un accompagnement du développement et permet de s'adapter.

Se remettre en question, remettre en question les systèmes existants, rechercher une rentabilité économique, être bien dans son métier et dans la société, observer, se perfectionner et maîtriser de nouvelles techniques, apprendre par la lecture, échanger avec les techniciens, échanger avec ses pairs, apprendre avec les aînés, rechercher des références, des repères, partir en formation, autant de pistes pour décider de sa stratégie et répondre à ses valeurs, la demande sociétale, la commande passée avec le monde agricole.

A ces besoins, des pistes à explorer : utiliser les exploitations des centres de formation pour de l'expérimentation, pour avoir des références, développer la formation de formateurs et renforcer le travail avec les organismes économiques, la recherche, l'enseignement...

Béatrice DINGLI et Jérôme CARRIE





Directeur de la publication :
Jean-Jacques Loussouarn
Responsable éditoriale :
Cécile Ghiringhelli
Conception et réalisation de la maquette :
Caroline Naux

VIVEA Délégation Sud
Innopolis Bât B
Rue la Pyrénéenne
BP 61434
31314 LABEGE CEDEX
Tél : 05.61.00.31.90
Fax : 05.61.00.31.91

www.vivea.fr

Table ronde

Baudry Dominique
Dumaine Cécile
Larroude Marie
Loussouarn Jean-Jacques
Romeas Didier
Roux Michel

DRAAF Aquitaine
DRAAF Midi-Pyrénées
DRAAF languedoc-Roussillon
VIVEA
Chambre régionale d'agriculture Midi-Pyrénées
Ecole d'ingénieurs de Purpan

Témoins matin

Fandos Georges
Frayse Alain
Lafon Bernard
Padie Didier

COFUIDOC
CIMA Bio Energie 82
Oh légumes oubliés
Mairie de Montauban

Témoins ateliers

Casanabe Fabienne
Faure Estelle
Paillat Laurent
Salmona Guy
Barriac Pierre
Geniez Jean-Michel
Page Sandrine
Sansoulette Alexandre
Johan Ferdinand
Guidez Bernard
Pons Philippe

ISS Espace verts
Profilvert

Chambre départementale d'agriculture de Haute-Garonne
VIVEA
Chambre départementale d'agriculture du Gers



Coordonnées et répartition départementale des conseillers VIVEA

<i>Nom</i>	<i>Tél. portable</i>	<i>Adresse mail</i>	<i>Autre Comité</i>
J. CARRIE	06 07 89 74 52	j.carrie@vivea.fr	+ CD La Réunion
M. AGUILLON	06 72 01 48 18	m.aguillon@vivea.fr	+ CR Languedoc-Roussillon
A. HAYA	06 80 26 28 22	a.haya@vivea.fr	+ CR Midi Pyrénées
JM. LACASA	06 70 75 00 35	jm.lacasa@vivea.fr	
P. MASSOU	06 73 69 02 39	p.massou@vivea.fr	+ CR Aquitaine
JC. ISSALY	06 75 66 48 62	jc.issaly@vivea.fr	

Déléguée : Béatrice DINGLI

Assistantes : Virginie COMBES
Nathalie CIRLA-COURTADE
Catherine VIGE

